

Bernard Ravenel

*Le choix de la non-violence,
crise du covid-19, vulnérabilité, interdépendance et non-violence*

Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2021, 250 pages

Il fallait oser écrire un bref ouvrage sur la question de la non-violence sans simplifier une question complexe qui a revêtu de nombreux avatars au cours de l'histoire. Bernard Ravenel, historien de métier et militant de bien des causes méritant d'être défendues, s'y est risqué en nous livrant un livre court mais dense, dont le texte principal est suivi par de nombreux documents émanant de sources diverses allant de 1960 à aujourd'hui.

Pour mener à bien cette entreprise au souci à la fois pédagogique et militant, Bernard Ravenel a renoncé à toute prétention à l'exhaustivité et a circonscrit son propos à la question de la non-violence dans les combats politiques contemporains en ne faisant recours que rarement à l'histoire longue. Il ne s'est pas appuyé non plus, ou rarement, sur les théoriciens de la non-violence, philosophes du lointain passé ou penseurs moins anciens de cette forme particulière de la lutte politique. Il ne pouvait certes éviter Gandhi ou Martin Luther King qui sont parvenus par ce biais à infléchir le destin de leurs pays respectifs. Il lui fallait également citer les penseurs de la violence révolutionnaire, de Marx à Trotski, afin de revenir sur les impasses auxquelles ont conduit leurs choix. Mais, au-delà, Ravenel s'appuie sur sa propre expérience pour arriver à la conclusion que la non-violence doit désormais devenir la seule arme du combat anticapitaliste et de la transformation révolutionnaire de la société mondiale. Ce sont, du coup, deux champs principaux qu'il revisite : les luttes pacifiques menées au cours des dernières décennies en Europe et sur d'autres continents, auxquelles il a participé en France et dont certaines ont été couronnées de succès comme celle du Larzac, et les intafadas palestiniennes successives dont la première en 1987 s'est voulue pacifique, n'usant que de pierres contre les chars israéliens. Il ne se prive pas cependant de tenter quelques incursions ailleurs, particulièrement dans ce qu'on a nommé les printemps arabes de 2011.

La non-violence peut pour d'aucuns être une philosophie de la vie, un principe intransgressible quelles que soient les circonstances. Dans le champ politique, elle peut aussi être un outil parmi d'autres des luttes des groupes opprimés qui ne s'interdisent pas d'avoir en cas de besoin recours à la violence pour arriver au but. Ce fut le cas d'un Mandela, longuement cité par Ravenel, dont la non-violence a été l'arme presque exclusive dans son combat contre l'apartheid mais qui créa avant sa condamnation une branche armée de l'ANC. On pourrait en citer d'autres. Mais au fond, nous dit l'auteur, c'est l'expérience qui doit aujourd'hui inciter à l'abandon de la violence comme instrument de l'émancipation. Dans la lutte aussi vieille que la politique elle-même entre les moyens et la fin, les premiers contiennent la seconde et en déterminent l'issue. Le choix peut donc être vite fait. Ravenel illustre le caractère incontournable d'une telle option en donnant à lire en

annexe un appel daté du 3 juillet 1973 "pour la moralité et la vérité en politique". Ce beau texte publié à l'époque dans Le Monde, piloté par Laurent Schwartz et signé par quelques plumes prestigieuses, rappelle qu' "il n'y a pas d'Apocalypse révolutionnaire" et que reconnaître le rôle de la violence dans l'Histoire "n'autorise pas à en faire l'apologie". A quelques détails près, il pourrait servir de manifeste à bien des luttes d'aujourd'hui.

On pourra reprocher à l'auteur, trop soucieux d'écrire court, de n'avoir pas pris le temps d'explicitier quelques termes clefs de son argumentaire. Ainsi du mot "terrorisme" la plupart du temps mis entre guillemets, comme si Ravenel contestait la réalité de ce qu'il recouvre. Certes, les oppresseurs ont systématiquement traité de terroristes les opprimés voulant se libérer de l'oppression, et la qualification par ce terme de la lutte des Palestiniens par le pouvoir israélien est un cas emblématique de ce détournement de sens. Il n'empêche qu'il convenait d'être plus clair sur ce qui est terroriste et ce qui ne l'est pas. De même, le souci légitime de défendre la cause palestinienne n'autorise pas à parler de "pratique démocratique" dans la bande de Gaza, gouvernée d'une main de fer par le Hamas. Enfin, quelques approximations historiques auraient pu être évitées, ce qui aurait permis de contextualiser davantage un certain nombre de processus contemporains. Ainsi, les massacres de masse dans les guerres ne sont pas, hélas, une invention du XXe siècle quand on sait que les conquêtes de Tamerlan ont exterminé environ 5% de la population mondiale de l'époque. Et le travail comme "centre de la vie de l'être humain" apparaît davantage comme une invention du capitalisme que comme un invariant ontologique tant son statut a varié d'une époque et d'une civilisation à l'autre.

Malgré l'ellipse trop fréquente du raisonnement certainement due au format modeste de de l'ouvrage, il faut savoir gré à Bernard Ravenel de nous avoir fourni une mise au point et une mise en perspective utiles d'un concept parfois mal compris et souvent brocardé par les tenants du "réalisme" en politique. La documentation proposée en annexe fournit en outre quantité de textes utiles à un approfondissement de la réflexion nécessaire à l'impérieux renouvellement des modalités de l'action politique.

Sophie Bessis